

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

(en application de l'article L2141-1 à L2141-5, L2147-7 à L2141-11 du code de la commande public (CCP))

Objet du marché : **à compléter, voir AAPC, RC ou CCAP)**

Référence du marché : **(à compléter, voir AAPC, RC ou CCAP)**

Je soussigné(e) [nom du représentant de l'entreprise]

Agissant en qualité de [qualité à préciser] (1)

Pour le compte de ma société [nom de la société]

N° RCS ou Répertoire des métiers : [n° à préciser]

J'atteste sur l'honneur :

1° ne pas avoir fait l'objet depuis moins de 5 ans d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles [222-34 à 222-40](#), [313-1](#), [313-3](#), [314-1](#), [324-1](#), [324-5](#), [324-6](#), [421-1 à 421-2-4](#), [421-5](#), [432-10](#), [432-11](#), [432-12 à 432-16](#), [433-1](#), [433-2](#), [434-9](#), [434-9-1](#), [435-3](#), [435-4](#), [435-9](#), [435-10](#), [441-1 à 441-7](#), [441-9](#), [445-1 à 445-2-1](#) ou [450-1](#) du code pénal, aux articles [1741 à 1743](#), [1746](#) ou [1747](#) du code général des impôts et pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité aux articles [225-4-1](#) et [225-4-7](#) du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre État membre de l'Union européenne.

2° avoir souscrit les déclarations m'incombant en matière fiscale et sociale et avoir acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire.

3° ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 640-1 du Code de commerce ;

4° ne pas faire l'objet d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des [articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce](#);

5° ne pas avoir été admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par [l'article L. 631-1 du code de commerce](#) sans avoir été habilité à poursuivre mes activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ;

6° ne pas avoir été sanctionné pour méconnaissance des obligations prévues aux articles [>L. 8221-1](#), [L. 8221-3](#), [L. 8221-5](#), [L. 8231-1](#), [L. 8241-1](#), [L. 8251-1](#) et [L. 8251-2](#) du code du travail ni condamné au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de [l'article 225-1 du code pénal](#) ;

7° au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public, ne pas avoir mis en œuvre l'obligation de négociation prévue [au 2° de l'article L. 2242-1 du code du travail](#) ;

8° ne pas avoir été condamné depuis moins de 3 ans au titre du [>5° de l'article 131-39 du code pénal](#) ni à une peine d'exclusion des marchés publics ;

Déclaration sur l'honneur

9° ne pas avoir fait l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'[article L. 8272-4 du code du travail](#) ;

10° être en règle au regard des [articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail](#) concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Nom et qualité du signataire (1) :

À *[lieu]*

le *[date]*

Cachet et signature

(1) le signataire doit être habilité à engager l'entreprise